



(traduit de l'anglais)

**Rapport de la
réunion des agences et des pays donateurs du GRASP et autres acteurs
intéressés par le soutien à la protection des grands singes**

**Muséum national d'histoire naturelle, Paris
25 octobre 2007**

La réunion des agences et des pays donateurs du GRASP s'est tenue le 25 octobre 2007 au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, France, en présence de plus de soixante participants, dont l'Argentine, l'Autriche, la Belgique, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Luxembourg, le Royaume-Uni, de représentants de neuf Etats de l'aire de répartition des grands singes, d'organisations internationales et d'organisations non-gouvernementales et d'établissements universitaires. La réunion était organisée par le gouvernement français et coprésidée par S.E. Henri Djombo, ministre de l'économie forestière de la République du Congo, et M. Jean-Luc François, adjoint au Sous-directeur des politiques sectorielles et des Objectifs de Développement du Millénaire du ministère français des Affaires étrangères et européennes.

M. Natajaran Ishwaran, directeur de la division des sciences écologiques et de la terre de l'UNESCO, a expliqué que le GRASP était un Partenariat SMDD de type II et a fait un bref tour d'horizon des progrès enregistrés, avec notamment l'élection de la nouvelle commission scientifique; il a également indiqué que la traduction française du World Atlas on Great Apes and their Conservation (atlas mondial des grands singes et de leur protection), bénéficiant du soutien du gouvernement français, se trouvait en phase finale. Il a appelé l'attention des participants sur le Plan d'activité et de financement du GRASP "La Planète des grands singes" qui sera soumis à discussion lors de la réunion. Il a également présenté les activités de l'UNESCO dans ce domaine.

Le coprésident François a signalé que la réunion du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC) se tenait parallèlement à la présente réunion et il a détaillé le soutien apporté par la France au Cameroun et en Côte d'Ivoire. Il a indiqué que la période n'était pas franchement favorable aux grands singes, se référant à des activités comme l'extraction minière et aux bio-carburants pour lesquels l'impact environnemental n'avait pas été pris en compte et déplorant que de nombreuses régions où vivaient les grands singes étaient exposées à des conflits. Mais il a aussi mis en évidence des signes encourageants, comme la plus grande prise de conscience à l'échelle internationale des changements climatiques et le fait que gouvernements et entreprises semblaient de plus en plus désireux d'assumer des responsabilités en matière d'environnement.

Le coprésident Djombo a souligné la variété de la biodiversité dans le bassin du Congo, l'engagement pris de préserver ce patrimoine naturel, en particulier depuis la création de la Commission des Forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) en 1995 et le lancement du PFBC en 2002. Il a noté que les négociations des Etats de l'aire de répartition des grands singes sur l'Accord pour la conservation des gorilles et de leurs habitats (Déclaration Gorilla de Paris) qui avaient lieu la même semaine que la présente réunion du GRASP étaient l'occasion de témoigner de l'engagement en faveur de la conservation des espèces.

Ibrahim Thiaw, directeur de la division de la mise en œuvre des politiques environnementales, PNUE, a mis l'accent sur les objectifs de la réunion, notamment pour informer les partenaires potentiels du GRASP des activités du GRASP et lancer le Plan d'activité et de financement du GRASP. Il a fait valoir que le GRASP est un partenariat et que les grands singes sont une espèce

emblématique et a également évoqué d'autres sujets de discussion, notamment comment impliquer le secteur privé, faire en sorte que le secteur du développement se penche sur les questions liées aux grands singes et veiller à ce que le GRASP bénéficie d'un engagement à plus long terme.

Serge Wich, président de la Commission scientifique du GRASP, a présenté un aperçu général de la situation actuelle des grands singes, des menaces actuelles et de l'importance que revêt leur protection, en insistant sur leurs principales caractéristiques, notamment leur longévité, la lenteur de leur reproduction et de leur développement, leur complexité cognitive, la conscience qu'ils ont d'eux-mêmes et les cultures extensives. Il a également analysé les causes du déclin des populations de grands singes et, après avoir mis en lumière les éléments qui définissent l'importance de la forêt, il a expliqué que les grands singes étaient une espèce clé, vitale pour l'intégrité de leurs habitats forestiers, en particulier par la dispersion des graines.

Ian Redmond, GRASP, a insisté sur le fait que le soutien au partenariat ne se résumait pas à protéger les grands singes parce qu'ils sont "mignons, intelligents et intéressants" mais qu'il fallait aussi préserver leur rôle dans l'écosystème, ajoutant que protéger la forêt ne signifiait pas seulement protéger les arbres mais aussi les animaux. Il a émis le vœu que d'autres Etats de l'aire de répartition des grands singes prennent conscience des bénéfices économiques directs qu'apportent les grands singes au Rwanda, à l'Ouganda, à la Tanzanie et que la réunion qui se tiendra à Bali en décembre 2007 pour décider de l'avenir au-delà du Protocole de Kyoto conduira à accorder à la forêt une nouvelle priorité. Il a ajouté que, dans le contexte du rapport Stern sur les conséquences économiques du changement climatique, concluant qu'une dépense de 10 à 15 milliards de dollars par an pour empêcher la déforestation tropicale constituait le moyen le plus économique de parvenir à une réduction significative et immédiate des émissions de gaz à effet de serre, le Plan d'activité et de financement du GRASP de 30,5 millions de dollars destiné à assurer la survie des forêts en Afrique et en Asie du sud-est constituait une bonne affaire.

La Planète des grands singes: présentation du Plan d'activité et de financement du GRASP

Melanie Virtue, secrétariat du GRASP (PNUE), a présenté un bref historique du partenariat et de sa structure et a mis l'accent sur la valeur ajoutée du GRASP. Elle a renvoyé les participants à la liste chiffrée des actions contenue dans le Plan d'activité et de financement et a insisté sur la nécessité d'un soutien durable accru.

Discussion

Trevor Salmon, chef de la CITES et de l'équipe chargée de l'orientation de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, Royaume-Uni, a fait part de l'enthousiasme de son pays à l'égard du GRASP et a prononcé un vibrant plaidoyer pour cette espèce emblématique. Il a pris note du soutien apporté au GRASP par le gouvernement du Royaume-Uni tout en remarquant toutefois que le partenariat n'avait pas fourni tous les résultats escomptés et a exprimé le vœu que le Plan d'activité et de financement, associé à un système de suivi indiquant les progrès accomplis, y remédierait.

Michel van den Bossche, Commission européenne, a exposé les détails des mécanismes potentiels de financement, notamment l'appel à propositions sur les forêts tropicales et les populations locales qui doit être lancé en 2007-2008, un ensemble de projets ciblés, l'Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique, le lancement d'un instrument financier permettant aux sociétés privées de participer au développement de pays et à la protection des forêts.

Soulignant son propre engagement personnel en faveur des grands singes, Maria Susana Pataro, direction des affaires politiques multilatérales, Argentine, a mis en lumière les activités de sensibilisation menées par les acteurs clés et a insisté sur la coopération avec l'UNESCO.

Bamba Diop, Banque africaine de développement, a indiqué que les demandes de soutien pouvaient être faites par les Etats de l'aire de répartition des grands singes mais a également recommandé une approche à plus grande orientation multinationale. Il a noté que le Bassin du Congo constituait un cadre privilégié et que des possibilités de synergie allaient être explorées.

Frank Wolff, ministère de l'environnement du Luxembourg, et Harald Schwammer, zoo de Schönbrunn, Autriche, ont expliqué leur présence par leur qualité de donateurs potentiels venus pour écouter et recueillir des informations. Claude-Anne Gauthier, ministère des affaires étrangères, France, a souligné la nécessité d'intervenir au niveau des écosystèmes et a invité instamment à veiller à ce que la préservation de la biodiversité soit prise en compte à tous les niveaux de développement.

Le coprésident François a mis en relief les points suivants évoqués lors des discussions:

- la Commission scientifique du GRASP a insisté sur la préservation des forêts;
- un soutien est nécessaire pour permettre aux gouvernements des Etats de l'aire de répartition des grands singes de participer à la protection de ces derniers;
- les décideurs politiques doivent disposer de faits et de données chiffrées, ce qui explique l'efficacité de publications comme le rapport Stern;
- il existe un besoin de financement des projets de gestion durable des forêts assorti de la nécessaire garantie que ces projets prennent bien en compte la préservation des grands singes; et
- il existe une demande de parcs transfrontaliers pour protéger les grands singes, comme l'initiative "Parc pour la paix" qui fait son chemin en Afrique australe.

Le coprésident Djombo a demandé instamment aux donateurs qu'un pourcentage du financement bénéficie à l'environnement, déplorant que celui-ci soit souvent traité en parent pauvre. Il a insisté sur la nécessité d'engager des actions communes pour éviter que les pays ne soient des plaques tournantes de trafic illicite de ressources de la biodiversité.

Ibrahim Thiaw a indiqué qu'un engagement politique avait été pris et que le Plan d'activité et de financement devait être exécuté pour mettre en œuvre un plan mondial de conservation des grands singes et de leurs habitats. Il a insisté sur la nécessité de prévoir un financement durable et de veiller à ce que le GRASP apporte une "valeur ajoutée" aux plans nationaux existants et a mis l'accent sur différentes activités, notamment le développement d'un programme de réaction rapide, dont bénéficieraient les communautés indigènes et, se référant à la récente mission du PNUE en République démocratique du Congo, sur le traitement des situations de conflit, étant donné que beaucoup d'habitats des grands singes se situent dans des zones de conflit. Il a proposé des missions de suivi dans les Etats de l'aire de répartition des grands singes qui seront facilitées par le secrétariat du GRASP.

Eric Bettelheim, président-directeur général de Sustainable Forest management, a parlé avec éloquence du rôle du secteur privé et du succès de son entreprise qui a attiré quelque 250 millions de dollars de capitaux d'investissement et a invité les parties intéressées à prendre contact avec lui.

Oratrice principale, Wangari Maathai, ambassadrice itinérante, Ecosystème des forêts du bassin du Congo, a recommandé instamment une gestion responsable et équitable des ressources de manière à éviter les conflits. Elle a mis l'accent sur le financement de 50 millions de £ apporté par le gouvernement britannique et a expliqué qu'un fonds fiduciaire allait être créé pour gérer ce financement avec l'appui de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement. Elle a cité des exemples d'agriculteurs qui mettent en péril leurs moyens de subsistance par le recours à des méthodes de culture dommageables et qui seront peut-être finalement les premiers à pénétrer dans la forêt pour tuer le premier animal qui se présente.



Le ministre Djombo a demandé des mécanismes d'échange entre l'Amazone, le bassin du Congo et les zones forestières asiatiques pour mettre en commun les connaissances acquises dans la gestion des forêts, et a insisté sur la nécessité de modifier les techniques agricoles.

Annette Lanjouw a précisé que la Fondation ARCUS fournissait 6 million de dollars par an pour la protection et le respect des grands singes et pour la sensibilisation à la valeur de ces animaux. Elle a rappelé la nécessité de financer des projets et des activités portant sur les espèces et leurs habitats et de procéder à du lobbying politique.

Indra Purwandita Sunjoto, Sabah Forest Department, Malaisie, a mis l'accent sur l'engagement de son pays en faveur de la protection des grands singes et sur sa volonté de ne pas convertir les terres forestières.

Matthew Hatchwell, Wildlife Conservation Society, a exprimé le point de vue d'une organisation non-gouvernementale et a fait remarquer que les ONG fournissaient une forte contribution au partenariat du GRASP. Il a mis en évidence la valeur ajoutée du GRASP, au-delà des contributions individuelles des partenaires, en particulier dans sa capacité à intervenir au niveau ministériel international et à avoir accès à des financements qui normalement ne seraient pas accessibles aux partenaires. Il a insisté sur la nécessité de tenir compte des activités menées par les ONG dans le cadre du Plan d'activité et de financement et de celles menées par d'autres acteurs.

Robert Hepworth, secrétaire exécutif de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), a insisté sur l'importance de l'Accord Gorilla adopté dans la semaine et ouvert à la signature le lendemain, au cours de la réunion du PFBC. Il a noté que le secrétariat de la CMS travaillerait en liaison étroite avec le secrétariat du GRASP sur la mise en œuvre de l'Accord.

Andrew Mitchell, directeur de Global Canopy Programme, a présenté la Forest Now Declaration, soulignant sa montée en puissance dans le traitement du problème de la déforestation. Il a également renvoyé au Prince's Rain Forest Project (projet du prince de Galles sur les forêts tropicales) qui est lancé ce même jour et qui cherche de nouvelles solutions et de nouveaux mécanismes financiers pour lutter là aussi contre la déforestation.

Keith Brown, Jane Goodall Institute, a réaffirmé son soutien au GRASP et s'est félicité du caractère opportun du Plan. Il a mis en lumière les bénéfices qu'en retireraient les communautés vivant aux côtés des grands singes ainsi que l'importance d'un soutien à la recherche pour établir les raisons de la protection des grands singes et d'une plus grande sensibilisation de l'opinion publique.

Brigitte Decadt, conseillère auprès des services de la politique scientifique, Belgique, a mis l'accent sur le soutien logistique à la gestion durable des forêts et des écosystèmes, a fait valoir l'expérience positive tirée de la coopération avec la Convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel et a invité à l'échange de bonnes pratiques, dans l'écotourisme par exemple.

Dan Bucknell, the Gorilla Organization, et Kaddu Sebunya, African Wildlife Foundation (fondation pour la sauvegarde de la faune et de la flore en Afrique), ont apporté leur soutien au Plan d'activité et de financement.

Le point de vue des Etats de l'aire de répartition des grands singes

Moses Mapesa, directeur général de l'Uganda Wildlife Authority et président du conseil exécutif du GRASP, a exposé les liens entre protection des grands singes et réduction de la pauvreté. Notant que les grands singes partagent leurs habitats avec des millions d'êtres humains et que les Etats de l'aire de répartition des grands singes font souvent partie de la catégorie des pays les moins développés et des zones de conflit, il a vivement recommandé que des efforts concertés soient



déployés à l'échelle mondiale pour promouvoir le développement durable et créer des liens entre le bien-être des hommes, les animaux et l'habitat. Il a insisté sur les bénéfices financiers découlant du tourisme lié aux grands singes en Ouganda. En conclusion, il a indiqué que le GRASP avait demandé aux Etats de l'aire de répartition des grands singes de fournir des informations pour contribuer au Plan et soutenir le développement des NGASP (Plans Nationaux pour la survie des Grands Singes), et a sollicité le soutien des donateurs pour les mettre en œuvre, notamment par le biais d'arrangements bilatéraux.

Le coprésident Djombo est convenu de la nécessité de répondre aux besoins de la population locale et a invité à susciter des projets permettant de garantir l'autonomie économique et financière des populations locales pour les détourner du braconnage et autres activités susceptibles d'être préjudiciables à l'environnement.

La République centrafricaine a accueilli le Plan avec satisfaction et a proposé d'inclure le tableau taxonomique créé par la Commission scientifique; elle a insisté sur la réduction de la pauvreté, indiquant que le GRASP pourrait agir comme un moteur entraînant ceux qui restaient en arrière.

Luta Nkosi Kingengo, Angola, a exposé la situation dans son pays en insistant sur les problèmes rencontrés pour effectuer un dénombrement des chimpanzés et a demandé le soutien des donateurs pour ce type d'études.

En réponse à un appel de Germain Kombo, République du Congo, le ministre Djombo a demandé des propositions concrètes pour le parc transfrontalier entre la République du Congo, l'Angola et la République démocratique du Congo.

Stephen Ebai Takang, Cameroun, a souscrit au Plan d'activité et de financement, en particulier pour ce qui concerne le règlement du conflit homme-animal et la pauvreté. Il a invité à inclure la recherche comme domaine à soutenir et à mettre en œuvre les NGASP et les activités de terrain.

Ian Redmond a donné aux participants l'assurance que les activités de terrain, les études et le suivi (mais non la recherche universitaire) étaient inclus dans le Plan d'activité et de financement.

Autres thèmes abordés

Ibrahim Thiaw s'est félicité de l'intérêt politique manifesté par les Etats de l'aire de répartition des grands singes et a pris note de la demande de renforcement des capacités et de la recherche et du fait que, dans de nombreux cas, la biodiversité ne se limitait pas à des zones protégées. Il a également insisté sur le rôle de la communication comme valeur ajoutée du GRASP et a mentionné le lancement d'une campagne mondiale sur le climat, précisant que le Secrétariat assurerait désormais un suivi des messages et actions définis lors de la réunion.

Samy Mankoto, Secrétariat du GRASP, UNESCO, a souscrit aux conclusions d'Ibrahim Thiaw et a par ailleurs souligné la nécessité pour le GRASP d'intervenir dans des zones de conflit. Il a également pris note du soutien à la création du parc transfrontalier entre la République du Congo, l'Angola et la République démocratique du Congo, de la coopération avec le PFBC, et de la nécessité d'un appui à l'éducation. Il a conclu en mettant en valeur les travaux de la Commission scientifique et les assurances qu'elle a fournies aux donateurs.

Wendy Elliot, WWF, a insisté sur les travaux menés par son organisation dans la protection des grands singes et s'est déclarée désireuse de participer à la mise en œuvre du Plan d'activité et de financement.

Trevor Salmon s'est félicité des commentaires des Etats de l'aire de répartition des grands singes et des ONG. En ce qui concerne le Plan d'activité et de financement, il a insisté sur la mise en œuvre,

l'application des Plans nationaux pour la survie des grands singes, et une unité de réaction rapide. En matière d'éducation, en particulier en liaison avec le respect des lois et le pouvoir judiciaire, il a mis en relief les travaux de la Coalition contre le trafic des espèces sauvages (CAWT) qui a accru la sensibilisation du public à ce trafic, et la collaboration avec TRAFFIC (Analyse des registres du commerce de la faune et de la flore) portant sur un programme de formation actuellement en cours d'expérimentation en Inde. Concernant la coopération mondiale, il a proposé de dresser une liste d'autres initiatives, comme la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction ou la Convention de Ramsar sur les zones humides, pour définir les coopérations possibles avec le GRASP.

Le coprésident François a résumé les résultats de la réunion, pointant notamment la nécessité:

- de renforcer les capacités du GRASP pour soutenir les Etats de l'aire de répartition des grands singes
- d'améliorer la communication et de procéder à des échanges de bonnes pratiques
- d'appuyer la mise en œuvre des Plans nationaux pour la survie des grands singes, notamment par le biais de discussions bilatérales
- de produire des résultats concrets
- de soutenir la COMIFAC
- de relier la certification des forêts aux concessions dans lesquelles les populations de grands singes s'accroissent
- de mener des actions transfrontalières
- d'organiser des réunions de donateurs afin d'étudier les fonds communs et le financement commun au départ d'un seul fonds.

Soulignant la nécessité d'allier développement durable et protection des grands singes, il a proposé en conclusion d'organiser une réunion des donateurs européens en marge d'une réunion de l'UE à Bruxelles sur les forêts.

Avant de clôturer la réunion, le ministre Djombo, coprésident, a remercié les participants d'avoir adopté le Plan d'activité et de financement, a salué la volonté de participation des donateurs et a indiqué que le moment était maintenant venu pour tous les partenaires du GRASP de le mettre en application.